

UNIVERSITÉ

L'USJ inaugure la Chaire Georges Corm pour repenser le Liban et le monde

Elle entend croiser les disciplines – droit, sciences politiques, économie, sociologie, et désormais neurosciences – pour réfléchir aux enjeux contemporains.

Micheline ABI KHALIL

L'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ) a lancé jeudi dernier la Chaire Georges Corm de relations internationales, d'économie politique et d'histoire des idées. Cette initiative académique d'envergure est consacrée à perpétuer la mémoire et l'œuvre de cet intellectuel libanais aux multiples facettes, dont les travaux, lectures et analyses pointues ont profondément marqué les esprits. À savoir que la famille du penseur a fait don de sa précieuse bibliothèque personnelle, riche de milliers d'ouvrages accumulés depuis six décennies, à l'université. L'amphithéâtre 52 situé au 5e étage où feu Georges Corm avait l'habitude de donner son cours, ainsi que l'espace avoisinant portera désormais son nom.

La nouvelle chaire, inaugurée en présence de personnalités académiques, de représentants politiques et de membres de la famille de Georges Corm, a pour principal objectif de maintenir vivante la réflexion critique de ce juriste, politiste, historien, économiste et ancien ministre des Finances libanais. Elle entend surtout « poursuivre son combat pour certaines valeurs de la modernité libérale, son engagement pour la citoyenneté et sa lutte pour sortir le Liban de l'économie de rente et la construction d'un pays qui serait beaucoup plus productif et moins axé sur la spéculation », comme l'indique M. Karim Bitar, ancien directeur de l'Institut des sciences politiques de l'USJ et titulaire de la Chaire Georges Corm.

Adoptant une approche multidisciplinaire, la chaire, dont le financement pour les premières années sera assuré à la fois par le fonds Georges Corm et l'USJ, devrait rassembler un réseau de chercheurs associés. Leur mission principale consiste, entre autres, à proposer des notes d'orientation, à mener des recherches qui seront éventuellement traduites en trois langues et largement diffusées, afin de mettre des questions essentielles dans le débat public, qu'il s'agisse de politique publique locale ou de relations internationales.

« L'idée est de bâtir des ponts entre les différentes disciplines universitaires, entre le droit, les sciences politiques, l'économie, la sociologie, et aujourd'hui il faudra peut-être faire appel également aux neurosciences pour réfléchir aux enjeux du monde contemporain », précise Karim Bitar, avant d'ajouter : « La chaire est résolument multidisciplinaire et axée sur les combats de sa vie, sur la citoyenneté, la modernité, la lutte contre les archaïsmes du système politique libanais et la lutte contre les intérêts privés qui ont longtemps dominé l'économie libanaise. » Toutefois, la chaire ne se limite pas à un espace de débat universitaire, et ambitionne de s'adresser à l'ensemble de la société libanaise. « Elle cherche surtout à mettre dans le débat public des questions importantes liées au quotidien libanais, comme la fiscalité, la décentralisation et tous les sujets sur lesquels le défunt savant a pu travailler. Elle envisage aussi de traiter des sujets en rapport avec les dynamiques Orient-Occident et la reconstruction de l'ordre international », indique M. Bitar. Destinée par ailleurs à se transformer progressivement en un think tank interne à l'université, cette chaire opérera non seulement avec des enseignants de l'USJ, mais aussi avec des chercheurs et des experts extérieurs en matière d'économie, de santé publique, d'environnement ou d'autres disciplines. « Ces derniers produiront des analyses et développeront des propositions concrètes réalisables, que nous soumettrons aux responsables concernés. Pour que ces notes et recherches soient suivies d'effets, il faudra également faire un travail de mobilisation de l'opinion publique et un peu de lobbying auprès des décideurs », explique M. Bitar. « Nous mobiliserons également les parlementaires qui pourraient éventuellement porter des projets de lois pour faire évoluer ce système politique sclérosé, et nous nous adresserons aussi à la communauté internationale et à tous ceux qui ont à cœur de voir le système libanais sortir de ces pratiques devenues véritablement plus qu'archaïques », a-t-il avancé. Dans le cadre de ses actions, cette nouvelle chaire, en plus du soutien

aux jeunes chercheurs, organisera ainsi tous les mois des événements en ligne, des colloques et des conférences. Ces rencontres permettront à des personnalités présentes à l'étranger de confronter leurs regards et de débattre de certains ouvrages récents ou de thématiques actuelles, telles que le nouveau désordre international et la manière de repenser l'ordre mondial, à l'heure où le système onusien a montré qu'il était devenu complètement sclérosé et que Trump propose son Board of Peace.

« On a très vite noté un grand enthousiasme de collègues, d'amis et de grandes figures de l'économie et des sciences politiques qui se sont déclarées prêtes à contribuer occasionnellement ou de façon régulière aux travaux de cette chaire en nous soumettant des notes de recherches et des réflexions que nous nous chargeons d'éditer, de disséminer et de publier éventuellement des ouvrages un peu plus approfondis à l'occasion », confie le titulaire de la chaire. Elle proposera également tous les deux à trois mois des demi-journées de débat sur une thématique particulière comme par exemple le lien entre la fiscalité et la citoyenneté, comment le système politique au Liban peut évoluer, la crise institutionnelle, la création du Sénat, ou encore faut-il aller plus loin dans la décentralisation administrative et fiscale.

« Lors de chaque événement, nous essayerons de partir de l'actualité puis de revenir un peu pour fournir les éléments historiques qui permettraient de mieux comprendre comment on en est arrivé là avant de terminer par des propositions concrètes pour l'avenir », explique-t-il.

« Il s'agit donc d'un travail à la fois multidisciplinaire, centré sur des problématiques actuelles qui seront replacées dans leur contexte historique, et qui nous permettrait de proposer des solutions concrètes qui pourraient contribuer au débat public et guider les décideurs », a-t-il encore ajouté. Et de conclure : « C'est une entreprise de longue haleine, mais qui est plus que jamais nécessaire dans cette période où le Liban se doit d'inventer un nouveau modèle qui soit plus fonctionnel. »